

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 30.634/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 30.634/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 5 septembre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relative à la pension des membres du personnel des services de police et de leurs ayants droit", a donné le 22 novembre 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 5 september 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende het pensioen van de personeelsleden van de politiediensten en hun rechthebbers", heeft op 22 november 2000 het volgende advies gegeven :

Observation préalable

L'avant-projet de loi contient un certain nombre de références à des dispositions du statut administratif et pécuniaire du personnel de la police intégrée.

Si la législation par référence, en ce compris le renvoi à des règles inférieures dans la hiérarchie des normes, est une pratique inévitable dans la matière des pensions, la particularité du présent projet est de renvoyer à des normes qui n'existent encore qu'à l'état de projet, le statut administratif et pécuniaire dont il est question n'ayant pas été arrêté, ni même soumis à l'avis de la section de législation (1).

Cette constatation pourrait amener la section de législation à considérer que la demande d'avis est prématurée. Toutefois, compte tenu de l'ampleur de la tâche qui incombe au Gouvernement dans l'élaboration de ce statut, du caractère essentiellement technique des renvois et de la nécessité d'une entrée en vigueur concomitante des deux réglementations, il y a lieu d'examiner le projet dès à présent.

Il convient, toutefois, d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur le fait que celui-ci ne pourra être adopté aussi longtemps que les dispositions fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel des services de

(1) Des renvois à des notions ou à des dispositions n'existant encore qu'à l'état de projet figurent aux articles 3, alinéa 2, 7, 8, 10, alinéas 2 et 3, et 12, § 3, alinéas 2 et 3.

police n'auront pas été elles-mêmes adoptées. Par ailleurs, aucune conclusion quant au fondement juridique des dispositions réglementaires auxquelles le projet fait référence ne pourra être déduite de l'absence d'observations de la section de législation relativement aux dispositions du présent projet qui contiennent ces références.

Observation générale

L'avant-projet comporte un certain nombre de dispositions ayant trait non seulement au régime de pensions des membres du personnel qui, au moment de la cessation de leurs fonctions, sont entièrement soumis aux dispositions qui fixent le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique des services de police, mais aussi au régime de pensions des membres du personnel qui ont choisi de rester soumis aux lois et règlements qui leur étaient applicables au moment de leur passage dans les services de la police intégré.

Certaines dispositions sont spécifiques à cette dernière catégorie de personnel. Or, selon l'article 4, § 1er, alinéas 1er, 3°, et 2, de l'avant-projet de loi portant diverses dispositions accompagnant la mise en place de la position juridique du personnel des services de police, qui a fait l'objet de l'avis 30.633/2 du 25 octobre 2000, les modifications qui seraient apportées aux régimes de pensions auxquels est soumise cette catégorie de personnel ne lui seront d'application que si le Roi le prévoit explicitement.

.../...

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'il conviendra d'adapter l'un ou l'autre des deux avant-projets de loi pour éviter des difficultés d'interprétation. Il ne serait, en effet, guère logique que les dispositions du présent projet qui règlent, notamment, le régime de pensions du personnel des services de police qui ont choisi de garder leur ancien statut, ne soient pas applicables à cette catégorie de personnel que si un arrêté royal le prévoit.

La contradiction entre les deux projets apparaît surtout à l'article 14, alinéa 1er, de l'avant-projet, qui prévoit expressément qu'il est tenu compte des modifications que la réglementation en matière de pension applicable à cette catégorie de personnes aurait subies entre le moment de leur passage dans les services de la police intégré et celui où elles cessent d'exercer leurs fonctions (1).

Observations particulières

L'arrêté de présentation doit être rédigé comme suit :

"Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions sont chargés ... (la suite comme au projet).".

(1) Voyez également l'observation formulée sous cet article.

Article 3

L'économie du présent projet est, en substance, de rendre applicable aux membres du personnel des services de police qui ne choisissent pas le maintien du statut de leur corps d'origine, le régime de pensions de retraite qui est applicable aux fonctionnaires de l'Administration générale de l'Etat, sous réserve des dispositions dérogatoires prévues par le projet.

Les mots "Sans préjudice de" seraient, dès lors, avantageusement remplacés par les mots "Sous réserve de".

Article 4

Ainsi que le précise le commentaire de cette disposition dans l'exposé des motifs, son champ d'application ne se limite pas aux membres du personnel qui sont complètement soumis aux dispositions fixant le statut ou la position juridique des membres du cadre opérationnel, mais s'étend également à ceux qui ont décidé le maintien de leur statut d'origine.

Mieux vaut faire figurer cette disposition ailleurs que dans le chapitre II qui, selon son intitulé et compte tenu de la définition de l'article 2, 5°, est relatif au régime de pensions des personnes qui, au moment de la cessation de leurs fonctions, sont complètement soumises au nouveau statut.

.../...

Une autre solution consiste à modifier l'intitulé du chapitre II.

Article 5

1. Ainsi qu'il résulte de la lecture du commentaire de cet article, cette disposition entend déroger à la condition d'âge prévue par l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions du secteur public, au profit des membres du personnel du cadre opérationnel qui appartiennent au cadre de base, au cadre moyen ou au cadre des agents auxiliaires de police, à la condition qu'ils soient restés en service et qu'ils comptent vingt années de services admissibles pour l'ouverture du droit à la pension.

Les membres du personnel qui ne remplissent pas ces conditions resteraient soumis à l'article 46 précité : pension immédiate ou différée à soixante ans pour autant que l'intéressé compte cinq années de services admissibles.

Le texte ne traduit pas de manière suffisamment précise l'intention de son auteur. Il pourrait, en effet, donner à penser que vingt années de services sont en toute hypothèse exigées, même si la pension, immédiate ou différée, est demandée lorsque l'intéressé a atteint l'âge de soixante ans.

Pour éviter toute ambiguïté, il doit être précisé, à l'alinéa 1er, que cette disposition est une dérogation à l'article 46 précité. Il ressortira ainsi plus clairement du

.../...

texte que les personnes qui ne répondent pas aux conditions de la dérogation bénéficient du régime commun prévu par ledit article 46.

2. L'alinéa 2, qui n'a pas pour but d'établir une règle différente de celle de l'article 46 précité, paraît alors quelque peu surabondant. Pour bénéficier de la dérogation prévue à l'alinéa 1er, il faut, en effet, posséder la qualité de "membre du personnel". Ceux qui ont perdu cette qualité au moment où ils ont atteint l'âge de cinquante-huit ans ne pourront donc obtenir une pension à cet âge, conformément à l'alinéa 1er, même s'ils ont vingt ans de services, mais pourront bénéficier de la pension différée lorsqu'ils auront atteint l'âge de soixante ans.

Pour éviter toute incertitude, un alinéa 2 pourrait toutefois être maintenu et rédigé comme suit :

"L'alinéa 1er n'est pas applicable aux demandes de pension différée.".

Par ailleurs, tel qu'il est rédigé, l'alinéa 1er autorise le membre du personnel à demander à obtenir le bénéfice de la pension à un autre moment que le premier jour du mois (1).

(1) Comparez avec l'article 46, alinéa 1er, de la loi du 15 mai 1984 et l'article 10 du présent projet.

Si telle n'est pas l'intention, il convient de remplacer les mots "au plus tôt le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel ils ont atteint l'âge de cinquante-huit ans" par les mots "le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel ils ont atteint l'âge de cinquante-huit ans, ou le premier jour du mois qui suit celui de la cessation de leurs fonctions si celle-ci est postérieure".

Article 8

A l'article 117, § 2, alinéa 1er, quatrième tiret, en projet, il convient de viser expressément les membres du personnel de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

Article 10

1. L'article 11, § 3, alinéa 2, de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie fait mention des militaires qui sont "soit désignés pour servir dans [le] corps [administratif et logistique], soit transférés vers ce corps".

Il résulte de l'arrêté royal du 19 octobre 1999 portant le régime de transfert de certains militaires vers le corps administratif et logistique de la Gendarmerie qu'à la date de référence prévue par le présent article, à savoir le 30 avril 1999, aucun militaire n'avait été transféré vers ce corps.

.../...

Mieux vaut, pour éviter tout doute quant au champ d'application de la présente disposition, remplacer les mots "employés comme militaires" par les mots "militaires désignés pour servir".

2. Pour des raisons similaires à celles énoncées sous l'article 5, mieux vaut indiquer que la présente disposition déroge à l'article 46 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension du secteur public et remplacer l'alinéa 5 par un texte semblable à celui proposé pour l'article 5, alinéa 2.

Article 13

1. A l'alinéa 1er, il faut écrire :

"... et à condition que le conseil communal de la commune dans laquelle ...".

2. Dans le texte français de l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "conformément aux dispositions" au lieu de "conformément les dispositions".

Toujours à l'alinéa 2, il y a lieu d'éviter l'expression "sans préjudice de", source d'ambiguïté, pour lui préférer l'expression "sous réserve de l'application de l'article 157 de la Nouvelle loi communale, ...".

.../...

Article 14

1. A l'alinéa 1er, il convient de veiller à l'exactitude de la référence aux dispositions de la loi du [...] portant diverses dispositions accompagnant la mise en place de la position juridique du personnel des services de police (1).

2. Pour écarter toute ambiguïté, et sous réserve de l'observation générale, mieux vaut ajouter à l'alinéa 1er les mots "ou subiraient", après les mots "que ces dispositions auraient subies", afin d'éviter que toute modification opérée après l'entrée en vigueur du présent projet ne soit pas prise en compte, ce qui n'est pas, ainsi que l'a confirmé le fonctionnaire délégué, la volonté de l'auteur du projet.

3. Enfin, les mots "sans préjudice à l'application de l'article 117, § 2, alinéa 1er, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, tel que modifié par l'article 8 de la présente loi" figurant à la fin de l'alinéa 1er seront omis. Cet article 8 fait, en effet, partie des modifications de la réglementation en matière de pension dont il doit être tenu compte en vertu du présent article.

(1) Dans l'avant-projet soumis pour avis à la section de législation, l'article auquel le présent projet entend faire référence est l'article 12, alinéa 2, et non l'article 13, alinéa 2.

Article 17

A la fin de la version française, on écrira : "est poursuivie conformément à la réglementation ...".

Observations finales

Article 2

Dès lors que l'article 2, 1°, en projet, n'a pour but que de permettre l'emploi d'une formule abrégée, pour désigner la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, mieux vaut la citer dans son intitulé complet, une première fois dans le dispositif, en précisant "ci-après dénommée «la loi du 7 décembre 1998»" et utiliser cette dernière formule dans la suite du projet.

Article 6

Le texte néerlandais doit être rédigé en tenant compte de l'observation formulée dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14, alinéa 2

Il est conseillé d'écrire :

"Cela vaut également pour le calcul de la pension de survie de l'ayant droit de la personne à qui une pension

.../...

de retraite a été accordée avant que la catégorie de personnel à laquelle elle appartenait en dernier lieu ...".

Article 14, alinéa 3

A la fin de la phrase de la version française, il convient d'écrire :

"... quelle que soit la rémunération dont il bénéficie réellement.".

Article 15

L'on écrira :

"Pour le calcul de la pension différée d'une personne qui a cessé sa fonction avant que la catégorie de personnel à laquelle elle appartenait en dernier lieu ...".

Voorafgaande opmerking

Het voorontwerp van wet bevat een aantal verwijzingen naar bepalingen van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de geïntegreerde politie.

In het voorliggende ontwerp wordt voor het geven van regels gebruik gemaakt van verwijzingen, inclusief verwijzingen naar lagere regelingen in de hiërarchie der normen, doch dat is onvermijdelijk in pensioenaangelegenheden. In dit ontwerp wordt evenwel verwezen naar rechtsregels die vooralsnog alleen als ontwerp bestaan, aangezien het administratief en geldelijk statuut waarvan sprake is nog niet is vastgesteld en zelfs nog niet ter fine van advies aan de afdeling wetgeving is voorgelegd (1).

Deze constatering zou de afdeling wetgeving ertoe kunnen brengen te oordelen dat de adviesaanvraag voorbarig is. Gelet op de omvangrijke taak die ten deel valt aan de Regering bij het uitwerken van dat statuut, op de in hoofdzaak technische aard van de verwijzingen en op de noodzaak dat beide regelingen tegelijk in werking treden, bestaat er evenwel grond om het ontwerp nu reeds te onderzoeken.

(1) Verwijzingen naar begrippen of naar bepalingen die vooralsnog alleen als ontwerp bestaan, komen voor in artikel 3, tweede lid, in de artikelen 7 en 8, in artikel 10, tweede en derde lid, en in artikel 12, § 3, tweede en derde lid.

De steller van het ontwerp dient er evenwel op te worden gewezen dat dit ontwerp niet kan worden aangenomen zolang de bepalingen houdende het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de politiediensten zelf niet zijn aangenomen. Als de afdeling wetgeving geen opmerkingen maakt over de bepalingen van dit ontwerp die verwijzingen naar reglementaire bepalingen bevatten, mag daaruit overigens geen enkele conclusie betreffende de rechtsgrond van die reglementaire bepalingen worden getrokken.

Algemene opmerking

Het voorontwerp bevat een aantal bepalingen die niet alleen betrekking hebben op het pensioenstelsel van de personeelsleden die, bij het neerleggen van hun ambt, volledig onderworpen zijn aan de bepalingen houdende het statuut of de rechtspositie van de leden van het operationeel kader of het administratief en logistiek kader van de politiediensten, maar tevens op het pensioenstelsel van de personeelsleden die ervoor gekozen hebben om onderworpen te blijven aan de wetten en besluiten die op hen van toepassing waren toen zij naar de diensten van de geïntegreerde politie zijn overgegaan.

Sommige bepalingen zien alleen op de laatstgenoemde categorie van personeelsleden. Volgens het eerste lid, onderdeel 3°, en het tweede lid van artikel 4, § 1, van het voorontwerp van wet houdende diverse bepalingen tot begeleiding van de inplaatsstelling van de rechtspositieregeling

.../...

van het personeel van de politiediensten, waarover op 25 oktober 2000 advies 30.633/2 is gegeven, zouden de wijzigingen die worden aangebracht in de pensioenstelsels die voor die categorie van personeelsleden gelden, alleen op die categorie personeelsleden van toepassing zijn wanneer de Koning zulks uitdrukkelijk bepaalt.

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat ofwel het onderhavige voorontwerp van wet ofwel het voorgaande voorontwerp van wet behoort te worden gewijzigd om moeilijkheden bij de uitlegging ervan te voorkomen. Het zou immers niet erg logisch zijn, mochten de bepalingen van het onderhavige ontwerp die inzonderheid het pensioenstelsel regelen van de personeelsleden van de politiediensten die voor het behoud van hun oude statuut hebben gekozen, alleen dan op die categorie van personeelsleden van toepassing zouden zijn als een koninklijk besluit dat voorschrijft.

De onderlinge strijdigheid van beide ontwerpen blijkt vooral in artikel 14, eerste lid, van het voorontwerp, waarin uitdrukkelijk wordt bepaald dat rekening wordt gehouden met wijzigingen die de pensioenregelgeving die op die categorie van personen van toepassing is, zou hebben ondergaan tussen het ogenblik waarop zij naar de diensten van de geïntegreerde politie zijn overgegaan en het moment waarop zij hun ambt neerleggen (1).

(1) Zie ook de opmerking die onder dat artikel zelf wordt gemaakt.

Bijzondere opmerkingen

In het indieningsbesluit zou geschreven moeten worden :

"Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen zijn ermee belast ...".

Artikel 3

In wezen strekt dit ontwerp ertoe om voor personeelsleden van de politiediensten die niet kiezen voor het behoud van het statuut van hun korps van herkomst, de regeling inzake rustpensioen te laten gelden die van toepassing is op ambtenaren van het algemeen bestuur van het Rijk, onder voorbehoud van de afwijkende bepalingen uit het ontwerp.

De woorden "Onverminderd de bijzondere bepalingen" zouden dan ook het best worden vervangen door de woorden "Onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen".

Artikel 4

Zoals in de commentaar bij deze bepaling, in de memorie van toelichting, wordt gesteld, is de werkingssfeer van dit artikel niet beperkt tot personeelsleden die volledig onderworpen zijn aan de bepalingen die het statuut

.../...

of de rechtspositie van de leden van het operationeel kader vastleggen, maar omvat die ook degenen die gekozen hebben voor het behoud van hun oorspronkelijk statuut.

Deze bepaling zou beter ergens anders staan dan in hoofdstuk II, dat volgens het opschrift van dat hoofdstuk en gelet op de definitie in artikel 2, onderdeel 5°, betrekking heeft op het pensioenstelsel van personen die bij het neerleggen van hun ambt volledig onderworpen zijn aan het nieuwe statuut.

Een andere mogelijkheid zou zijn het opschrift van hoofdstuk II te wijzigen.

Artikel 5

1. Zoals bij het lezen van de commentaar bij dit artikel blijkt, strekt deze bepaling ertoe af te wijken van de leeftijdsvoorwaarde gesteld in artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen van de openbare sector, ten gunste van personeelsleden van het operationeel kader die behoren tot het basiskader, het middenkader of het kader van hulpagenten van politie, op voorwaarde dat zij in dienst zijn gebleven en twintig jaar dienst tellen die voor het ontstaan van het recht op pensioen in aanmerking kan worden genomen.

Voor personeelsleden die niet aan die voorwaarden voldoen, blijft het voormelde artikel 46 gelden : onmiddellijk pensioen of uitgesteld pensioen vanaf de leeftijd van zestig jaar voorzover de betrokkene vijf jaar in aanmerking komende dienst telt.

.../...

In de tekst komt de bedoeling van de steller van het ontwerp niet nauwkeurig genoeg tot uiting. De tekst zou immers de indruk kunnen wekken dat twintig jaar dienst hoe dan ook vereist is, zelfs als het onmiddellijk of uitgestelde pensioen aangevraagd wordt wanneer de betrokkene de leeftijd van zestig jaar heeft bereikt.

Om alle dubbelzinnigheid te voorkomen, moet in het eerste lid worden voorgeschreven dat deze bepaling een afwijking van het voormelde artikel 46 vormt. Zo zal duidelijker uit de tekst moeten blijken dat personen die niet aan de voorwaarden voor de afwijking voldoen, de gewone regeling genieten waarin het voormelde artikel 46 voorziet.

2. Het tweede lid, dat er niet toe strekt een andere regel dan die van het voormelde artikel 46 voor te schrijven, blijkt dan enigszins overbodig. Om de afwijking te kunnen genieten waarvan in het eerste lid sprake is, dient men immers de hoedanigheid van "personeelslid" te bezitten. Degenen die deze hoedanigheid hebben verloren toen zij de leeftijd van achteenvijftig jaar hebben bereikt, kunnen op die leeftijd dan ook geen pensioen krijgen overeenkomstig het eerste lid, zelfs als ze twintig jaar dienst hebben, maar ze zouden een uitgesteld pensioen kunnen krijgen wanneer zij de leeftijd van zestig jaar bereiken.

.../...

Om alle twijfel te voorkomen, kan evenwel een als volgt gesteld tweede lid gehandhaafd worden :

"Het eerste lid is niet van toepassing op aanvragen om uitgesteld pensioen."

Bovendien heeft het personeelslid krachtens het eerste lid, zoals het gesteld is, de mogelijkheid om op zijn verzoek gepensioneerd te worden op een ander ogenblik dan de eerste dag van de maand (1).

Indien dat niet de bedoeling is, dienen de woorden "ten vroegste vanaf de eerste dag van de maand die volgt op die waarin zij de volle leeftijd van achteenvijftig jaar hebben bereikt" te worden vervangen door de woorden "vanaf de eerste dag van de maand na die waarin zij de volle leeftijd van achteenvijftig jaar hebben bereikt, of vanaf de eerste dag van de maand na die waarin zij hun ambt hebben neergelegd indien deze ambtsneerlegging recenter is".

Artikel 8

In het ontworpen artikel 117, § 2, eerste lid, vierde streepje, dient uitdrukkelijk te worden verwezen naar de personeelsleden van de algemene inspectie van de federale en de lokale politie.

(1) Vergelijk artikel 46, eerste lid, van de wet van 15 mei 1984 en artikel 10 van het onderhavige ontwerp.

Artikel 10

1. In artikel 11, § 3, tweede lid, van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht wordt gewag gemaakt van militairen die "hetzij aangewezen (worden) om bij [het] [administratief en logistiek] korps te dienen, hetzij naar dat korps overgeplaatst (worden)".

Uit het koninklijk besluit van 19 oktober 1999 houdende de regeling van de overplaatsing van bepaalde militairen naar het administratief en logistiek korps van de rijkswacht blijkt dat op de referentiedatum vermeld in het onderhavige artikel, namelijk 30 april 1999, nog geen enkele militair naar dat korps overgeplaatst was.

Om alle twijfel aangaande de werkingssfeer van de onderhavige bepaling weg te nemen, is het verkieslijk de woorden "als militair tewerkgesteld" te vervangen door de woorden "als militair aangewezen waren om te dienen".

2. Om soortgelijke redenen als die welke onder artikel 5 uiteengezet zijn, is het verkieslijk te stellen dat de onderhavige bepaling afwijkt van artikel 46 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen van de openbare sector, en het vijfde lid te vervangen door een bepaling zoals die welke voor artikel 5, tweede lid, voorgesteld is.

.../...

Artikel 13

1. In het eerste lid schrijve men :

"... en op voorwaarde dat de gemeenteraad van de gemeente waar zij ...".

2. In de Franse tekst van het tweede lid dient "conformément aux dispositions" in plaats van "conformément les dispositions " te worden geschreven.

Ook in het tweede lid dient men de uitdrukking "onverminderd", die aanleiding geeft tot dubbelzinnigheid, te vermijden en de voorkeur te geven aan de uitdrukking "onder voorbehoud van de toepassing van artikel 157 van de nieuwe gemeentewet, ...".

Artikel 14

1. In het eerste lid dient correct te worden verwezen naar de bepalingen van de wet (...) houdende diverse bepalingen tot begeleiding van de inplaatsstelling van de rechtspositieregeling van het personeel van de politiediensten (1).

(1) In het voorontwerp dat ter fine van advies aan de afdeling wetgeving voorgelegd is, is het artikel waarnaar men in het onderhavige ontwerp verwijzen wil niet artikel 13, tweede lid, maar artikel 12, tweede lid.

2. Om alle dubbelzinnigheid te weren en onder voorbehoud van de algemene opmerking is het beter in het eerste lid de woorden "of zouden ondergaan" toe te voegen achter de woorden "die deze bepalingen zouden hebben ondergaan", om te voorkomen dat wijzigingen aangebracht na de inwerkingtreding van het onderhavige ontwerp niet in aanmerking zouden worden genomen, wat, zoals de gemachtigde ambtenaar bevestigd heeft, niet de wil van de steller van het ontwerp is.

3. Ten slotte dienen op het einde van het eerste lid de woorden "onverminderd de toepassing van artikel 117, § 2, eerste lid, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, zoals gewijzigd bij artikel 8 van deze wet" te vervallen. Dat artikel 8 maakt immers deel uit van de wijzigingen in de pensioenregeling waarmee krachtens het onderhavige artikel rekening dient te worden gehouden.

Artikel 17

In de Franse tekst van het slot van de bepaling schrijven men : "est poursuivie conformément à la réglementation ...".

Slotopmerkingen

Artikel 2

Aangezien het ontworpen artikel 2, 1°, alleen tot doel heeft het gebruik van een verkorte formulering mogelijk te maken om te verwijzen naar de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, is het beter het volledige opschrift van die wet een eerste maal in het dispositief te citeren en daarbij te vermelden "hierna te noemen «de wet van 7 december 1998»" en die laatste formulering verder in het ontwerp te gebruiken.

Artikel 6

Men schrijve : "voornoemde" i.p.v. "eerstvernoemde".

Artikel 14, tweede lid

Er wordt aangeraden te schrijven :

"Dit geldt eveneens voor de berekening van het overlevingspensioen van de rechthebbende van de persoon aan wie een rustpensioen toegekend is voordat de personeels-categorie waartoe hij het laatst behoorde ...".

.../...

Artikel 14, derde lid

In de Franse lezing dient op het einde van de zin te worden geschreven :

"... quelle que soit la rémunération dont il bénéficie réellement.".

Artikel 15

Men schrijve :

"Voor de berekening van het uitgestelde pensioen van een persoon die zijn ambt heeft neergelegd voordat de personeelscategorie waartoe hij het laatst behoorde ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté
par M. L. DETROUX, auditeur. La
note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée
par Mme G. MARTOU, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX, auditeur.
De nota van het Coördinatie-
bureau werd opgesteld en toege-
licht door Mevr. G. MARTOU,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS